



PARIS DOIT PROTÉGER LES PARISIEN-NE-S DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ GOUVERNEMENTALE



Interview de Nicolas BONNET-OULALDJ,
Président du Groupe PCF-Front de gauche au Conseil de Paris

Quelles sont les conséquences de la politique d'austérité gouvernementale pour la Ville de Paris ?

Les 3,7 milliards d'euros de baisses de dotations aux collectivités décidées par le gouvernement se traduisent par une perte de recettes de 200 millions pour Paris. Ajoutez à cela une hausse de 70 millions d'euros des péréquations au titre de la solidarité avec les territoires en difficulté, ainsi que la progression des dépenses sociales avec l'aggravation de la crise économique et c'est 400 millions d'euros que la Ville doit trouver pour équilibrer le budget ! Je rappelle par ailleurs que l'État doit toujours plus d'un milliard d'euros à Paris pour la compensation intégrale des transferts de compétences.

Comment la majorité municipale de gauche réagit-elle à cette situation ?

La majorité de gauche à Paris est bien décidée quant à elle à honorer ses engagements et à maintenir le niveau d'investissement public prévu pour répondre aux besoins des Parisien-ne-s. Mais le débat existe dans la majorité sur les enjeux suivants : des économies de fonctionnement sont-elles possibles ? Peut-on envisager des recettes nouvelles ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Pour les élu-e-s PCF – Front de gauche, la majorité doit répondre à ces questions avec une seule boussole : Paris doit protéger les Parisien-ne-s de la politique d'austérité gouvernementale. Notre objectif est de lutter contre la spéculation et de mieux répartir les richesses au sein de la population parisienne.

Quelles sont les propositions des élu-e-s PCF-Front de gauche ?

Tout doit être fait pour dégager des recettes nouvelles. Le rehaussement des droits de mutations, l'augmentation de la taxe de séjour pour les hôtels classés 3 étoiles et au-delà ou encore l'augmentation des tarifs municipaux pour les ménages les plus aisés sont les principales pistes que nous envisageons. Nous ne rejetons pas l'idée de faire des économies mais il y a pour nous une condition *sine qua*

non : celles-ci ne doivent pas conduire à une dégradation de la qualité du service public. Nous appelons les Parisien-ne-s à se mobiliser avec nous jusqu'au vote du budget autour de ces objectifs.

« NOUS APPELONS
LES PARISIEN-NE-S
À SE MOBILISER
AVEC NOUS
JUSQU'AU VOTE
DU BUDGET »

Comment permettre à Paris de remplir durablement ses missions ?

Au-delà de Paris, ce sont toutes les collectivités qui sont concernées. À ce jour, plus de 10 000 maires, dont la Maire de Paris, ont soutenu une motion contre les baisses de dotations. À Paris, la majorité s'est rassemblée autour de la proposition de notre groupe pour des assises de la fiscalité locale afin de mener le débat sur les propositions pour donner les moyens financiers à Paris de remplir ses missions. Les communistes proposent par exemple la création de nouvelles taxes pour lutter contre la spéculation immobilière et faire contribuer les actifs financiers des entreprises.



ADHÉREZ AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



NOM PRÉNOM

TEL MAIL

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

A TRANSMETTRE À : PCF PARIS : 2, PLACE DU COLONEL FABIEN - 75019 PARIS - TÉL. : 01 44 83 85 15





NON À L'AUSTÉRITÉ

UN AUTRE BUDGET EST POSSIBLE !

Les orientations budgétaires du gouvernement pour 2015 sont lourdes de dangers. Elles prévoient de nouveaux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises financés par toujours plus d'austérité pour les Français-e-s !

Ainsi en 2015, les grandes entreprises françaises seront exonérées de 21 milliards d'euros de prélèvements sans qu'aucune contrepartie ne soit exigée par l'État. Que vont-elles faire de cet argent ? C'est le *Financial Times* qui nous a donné la réponse cet été en révélant que ces entreprises ont versé à leurs actionnaires 30 % de dividendes supplémentaires par rapport à l'an dernier au lieu d'investir dans l'emploi et la formation de leurs salariés. Un scandale !

Comment l'État finance-t-il ces cadeaux ? Principalement par une réduction de la dépense publique. Ces 21 milliards d'euros correspondent à une réduction de 9 milliards des dépenses de santé et de sécurité sociale, de 8 milliards de l'État et de 3,7 milliards d'euros des dotations aux collectivités territoriales. Parmi les mesures envisagées : la suppression de 1200 emplois de fonctionnaires ; une attaque sans précédent contre la politique familiale avec la réduction du congé parental et la diminution par trois de la prime de naissance pour le deuxième enfant ; l'augmentation de 2 centimes du prix du litre de diesel !

Quelles seront les conséquences pour les Français-e-s ? Moins de dépenses publiques, c'est moins de services publics. Concrètement, ça veut dire que nos dépenses de santé seront moins remboursées et que les moyens humains et financiers pour répondre à nos besoins vont diminuer dans tous les domaines : logement, éducation, culture, transports, écologie...

L'austérité, c'est non seulement injuste mais aussi inefficace ! Le pire est que cette politique est totalement inefficace. Partout où elle a été appliquée en Europe comme en Grèce ou en Espagne, la situation des pays touchés continue de se dé-

grader. En France, le déficit continue de se creuser et le chômage et la précarité empêchent de relancer la croissance. L'alternative ? Revaloriser le travail et s'attaquer au coût du capital, c'est-à-dire aux dividendes versés aux actionnaires et aux intérêts payés aux banques.

Un autre budget est possible ! Nos propositions : augmenter les salaires, à commencer par le SMIC ; s'attaquer à l'évasion fiscale qui représente un manque à gagner de 60 milliards d'euros par an ; adopter une réforme de la fiscalité pour baisser les impôts des catégories moyennes et populaires et augmenter ceux des plus aisés et des actionnaires ; et surtout, adopter une nouvelle loi bancaire qui pénalise les logiques spéculatives et créer des banques publiques pour financer les investissements utiles socialement et écologiques.

Ce budget d'austérité ne doit pas passer ! Le PCF appelle les Français-e-s et toutes les forces de gauche à porter ensemble un contre-budget pour une relance sociale et économique.

UNE RÉDUCTION D'IMPÔT EN TROMPE L'ŒIL !

Le gouvernement a annoncé une hausse d'impôts concernant 6 millions de personnes pour un total de 3 milliards d'euros avec la suppression de la première tranche.

Mais il a oublié de dire que c'est exactement la somme qu'il avait prélevé à tous les Français-es en augmentant en début d'année la TVA de 19,6% à 20%.

